



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 79.462/17
du 29 juin 2026

advies 79.462/17
van 29 juni 2026

sur

over

un avant-projet de loi
'modifiant diverses
dispositions relatives au statut
des membres de la
famille royale'

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van diverse
bepalingen betreffende
het statuut van de leden van
de koninklijke familie'

Le 29 mai 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Défense, chargé du Commerce extérieur à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un avant-projet de loi 'modifiant diverses dispositions relatives au statut des membres de la famille royale'.

L'avant-projet a été examiné par la dix-septième chambre le 29 juin 2026. La chambre était composée de Luc DONNAY, président de chambre, Laurence VANCRAVEBECK et Anne-Stéphanie RENSON, conseillères d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Luc DONNAY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 juin 2026.

*

Op 29 mei 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie, belast met Buitenlandse Handel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het statuut van de leden van de koninklijke familie'.

Het voorontwerp is door de zeventiende kamer onderzocht op 29 juni 2026. De kamer was samengesteld uit Luc DONNAY, kamervoorzitter, Laurence VANCRAVEBECK en Anne-Stéphanie RENSON, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Luc DONNAY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 juni 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'avant-projet tend à modifier, d'une part, la loi du 16 mai 2001 'portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées' (articles 2 à 7) et, d'autre part, la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées' (articles 8 à 11). Il contient également une disposition introductive (article 1^{er}) et une disposition finale qui fixe son entrée en vigueur au 1^{er} juin 2026 (article 12).

Il résulte de l'exposé des motifs que l'objectif poursuivi est de « permettre aux membres de la famille royale qui ne perçoivent pas de dotation d'exercer le métier de militaire et de prévoir certaines dispositions particulières liées aux obligations résultant de l'appartenance à la famille royale » ¹.

L'avant-projet donne lieu à des observations générales relatives au statut de militaire des membres de la famille royale (2.), aux possibilités de carrière au sein des forces armées pour les membres de la famille royale (3.) ainsi qu'aux différences instaurées par rapport aux autres militaires (4.).

2. Concernant les aspects du statut de militaire liés au choix d'un membre de la famille royale d'exercer le métier de militaire, le commentaire de l'article 8 précise qu'« [e]n cas de réussite de sa formation de base, le membre de la famille royale acquiert la qualité de militaire. Par conséquent, le statut administratif et le statut pécuniaire qui en découle lui sont intégralement applicables. Par ailleurs, le statut social et les dispositions coordonnées sur les pensions militaires s'appliquent également au membre de la famille royale suite à la période de service actif effectuée. Par analogie, les dispositions sociales relatives au remboursement des soins de santé et à l'éventuel octroi d'une pension de réparation sont également applicables ».

Interrogée au sujet d'autres aspects du statut qui ne sont pas évoqués, l'officier déléguée a précisé que seront également applicables au membre de la famille royale qui ne perçoit pas de dotation et qui exerce le métier de militaire (ci-après : le membre de la famille royale concerné) les dispositions de la loi du 30 juillet 1938 'concernant l'usage des langues à l'armée' et celles de la loi du 14 janvier 1975 'portant le règlement de discipline des Forces armées'.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ À ce sujet, voir notamment l'article 6 de la loi du 27 novembre 2013 'concernant les dotations et les indemnités octroyées à des membres de la Famille royale ainsi que la transparence du financement de la monarchie'.

Afin d'être plus exhaustif, l'exposé des motifs ou le commentaire des articles gagneraient à être complétés afin d'aborder l'ensemble des aspects statutaires.

3. L'article 2, alinéas 1^{er} à 3, de la loi du 28 février 2007 dispose comme suit :

« Pour l'application de la présente loi, font partie du cadre actif :

1° les militaires et candidats militaires de carrière ;

2° les officiers et candidats officiers auxiliaires ;

3° [...]

4° les musiciens et candidats musiciens militaires ;

5° les militaires en engagement volontaire militaire ;

6° les candidats militaires en engagement volontaire militaire qui ne perçoivent plus de solde ;

7° les militaires et candidats militaires recrutés pour une carrière à durée limitée.

Sauf disposition contraire, la présente loi fixe le statut des militaires et des candidats militaires de carrière.

Le statut des autres militaires et candidats militaires du cadre actif est fixé :

1° pour les officiers et candidats officiers auxiliaires, par la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, et par la loi du 11 novembre 2002 relative aux officiers auxiliaires des Forces armées et leurs arrêtés d'exécution ;

2° [...]

3° pour les musiciens et candidats musiciens militaires, par la loi du 27 mars 2003 relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense et ses arrêtés d'exécution ;

4° pour les militaires et candidats militaires en engagement volontaire militaire, par la loi du 10 janvier 2010 instituant l'engagement volontaire militaire et modifiant diverses lois applicables au personnel militaire et ses arrêtés d'exécution ;

5° pour les militaires et candidats-militaires recrutés pour une carrière à durée limitée, par la loi du 30 août 2013 instituant la carrière militaire à durée limitée ».

Interrogée sur l'intention de l'auteur de l'avant-projet quant aux possibilités de carrière au sein des forces armées du membre de la famille royale concerné, l'officier déléguée a précisé ce qui suit :

« Le statut relatif à la carrière militaire à durée limitée n'a pas été modifié. Toutefois, le but n'est pas d'exclure le membre de la famille royale de ce régime. Par conséquent, des adaptations concernant la perte de la qualité de candidat militaire BDL et de militaire BDL pour le membre de la famille royale bénéficiant d'une dotation devaient être prévues. Aucune autre modification de cette loi ne semble requise. Afin de remédier à cette omission, nous proposons de modifier l'article 10, alinéa 1^{er}, de la loi du 30 août 2013 précitée en le complétant avec le 4° rédigé comme suit : '4° le membre de la famille royale visé à l'article 2, alinéa 5, de la loi du 28 février 2007 qui perçoit une dotation'. Et l'article 16 de la loi du 30 août 2013 précitée en le complétant avec le 9° rédigé comme suit : '9° le membre de la famille royale visé à l'article 2, alinéa 5, de la loi du 28 février 2007 [qui] perçoit une dotation'. La même réflexion vaut pour le statut de l'officier auxiliaire. Il

conviendra dès lors de modifier les articles 5 et 9, de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs ».

L'auteur de l'avant-projet vérifiera les différentes possibilités de carrière visées à l'article 2 de la loi du 28 février 2007 et complètera en conséquence le dispositif de l'avant-projet, l'exposé des motifs et le commentaire des articles.

4.1. Selon l'exposé des motifs, cet avant-projet poursuit l'objectif d'offrir aux jeunes princes et princesses qui ne bénéficient pas d'une dotation la possibilité de pouvoir entamer une carrière comme militaire tout en prévoyant des aménagements liés à la particularité de membre de la famille royale. La mise en œuvre de cet objectif entend respecter « un double principe : s'aligner au maximum sur les règles appliquées à tout militaire et ne s'écarter du statut applicable aux autres militaires que lorsque la situation particulière de membre de la famille royale l'indique, c'est-à-dire dans des circonstances susceptibles de se produire et qui sont étrangères à tout autre candidat militaire ou militaire ».

Certaines circonstances susceptibles de se produire et qui sont étrangères à tout autre candidat militaire ou militaire, comme par exemple le fait de devenir bénéficiaire de dotation, justifient les dérogations instaurées par l'avant-projet.

Les autres exceptions ou aménagements, comme le fait d'être candidat non militaire (4.2) ou le fait de ne pas entrer en concurrence avec les autres postulants (4.3) devraient être mieux justifiés et leurs implications devraient être plus clairement explicitées.

4.2. L'article 182 de la Constitution dispose que « [l]e mode de recrutement de l'armée est déterminé par la loi. Elle règle également l'avancement, les droits et les obligations des militaires ».

Il ressort du principe de légalité dans l'armée qu'il appartient au législateur de déterminer les éléments essentiels relatifs à la carrière militaire ².

S'il est par conséquent admissible pour le législateur de prévoir que le membre de la famille royale concerné n'acquiert pas la qualité de candidat militaire (article 2, alinéa 5, 2°, et alinéa 6, première phrase, de la loi du 28 février 2007, en projet) ainsi que des exceptions aux règles applicables aux candidats militaires (article 2, alinéa 5, 3° et 4°, de la loi du 28 février 2007, en projet), la raison d'être de cette intervention législative doit cependant pouvoir être explicitée.

² Sur le principe de légalité contenu dans l'article 182 de la Constitution, voir l'avis 34.250/4 donné le 13 novembre 2002 sur un avant-projet devenu la loi du 27 mars 2003 'relative au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense', *Doc. parl.*, Chambre, 2002-2003, n° 50-2185/001, pp. 112-136 ; l'avis 53.229/4 donné le 22 mai 2013 sur un avant-projet devenu la loi du 31 juillet 2013 'modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées et modifiant certaines dispositions relatives au statut du personnel militaire', *Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 53-2879/001, pp. 307-325 ; et l'avis 72.875/4 donné le 1^{er} février 2023 sur un avant-projet devenu la loi du 25 mars 2024 'régulant certaines activités militaires', *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3546/001, pp. 13-16.

En l'espèce, il ressort de l'exposé des motifs qu'il y a lieu de « permettre au membre de la famille royale qui ne perçoit pas de dotation et qui satisfait aux critères de sélection, de suivre une formation militaire de base sans toutefois acquérir la qualité de candidat militaire » et « d'exclure et d'exonérer des règles de rendement relatives à la formation de base le militaire qui est membre de la famille royale et qui ne perçoit pas de dotation ». Dans le commentaire de l'article 8, il est expliqué que « [c]ette dérogation permet de lui garantir une plus grande liberté pour faire face à des situations imprévues liées aux obligations résultant de son appartenance à la famille royale ».

Concernant l'article 2, alinéa 5, 2°, et l'article 2, alinéa 6, première phrase, en projet de la loi du 28 février 2007, l'auteur de l'avant-projet gagnerait à mieux expliquer, d'une part, pour quels motifs il est nécessaire de ne pas accorder la qualité de candidat militaire au membre de la famille royale non bénéficiaire de dotation et de le considérer comme « candidat non militaire au sein des Forces armées pendant toute la durée de sa formation de base » et, d'autre part, en quoi la qualité de membre de la famille royale non bénéficiaire de dotation impliquerait que celui-ci ne puisse pas percevoir, pendant cette période, une rémunération mensuelle contrairement aux candidats militaires³.

L'exposé des motifs et le commentaire seront par conséquent complétés par des justifications adéquates.

4.3. L'article 2, alinéa 5, 1°, en projet de la loi du 28 février 2007 prévoit que, par exception, le membre de la famille royale concerné ne sera pas classifié après les épreuves de sélection. Il ressort de l'exposé des motifs qu'il y a lieu de « permettre au postulant militaire qui est membre de la famille royale et qui ne perçoit pas de dotation, d'être retenu pour une fonction militaire, sans entrer en concurrence avec les autres postulants ».

Cette fonction *sui generis* au sein des Forces armées doit être examinée au regard de l'article 183 de la Constitution, selon lequel :

« Le contingent de l'armée est voté annuellement. La loi qui le fixe, n'a force que pour un an si elle n'est pas renouvelée ».

L'article 2 de la loi du 21 décembre 2025 'fixant le contingent de l'armée pour l'année 2026' dispose que « [l]e contingent de l'armée pour l'année 2026 est fixé à 30.300 militaires au maximum ».

L'auteur de l'avant-projet s'assurera dès lors de la correcte articulation entre l'exception qu'il prévoit à l'article 8 de l'avant-projet et la loi annuelle fixant le contingent de l'armée.

L'exposé des motifs et le commentaire seront utilement complétés sur ce point.

³ Voir également l'article 2, alinéa 5, 3° et 4°, en projet de la loi du 28 février 2007.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 7

L'article 72, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mai 2001 'portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées' n'a pas été modifié par la loi du 28 février 2007 mais il a été modifié en dernier lieu par la loi du 25 mars 2024.

Il est conseillé de rédiger la phrase liminaire en faisant uniquement mention de la dernière modification législative apportée à cette disposition ⁴.

Article 8

1. À l'article 2, alinéa 6, troisième phrase, en projet de la loi du 28 février 2007, il sera précisé à quels « grades correspondants » l'auteur de l'avant-projet entend faire référence.

L'officier déléguée a confirmé qu'il s'agit des grades portés par les candidats militaires avec lesquels le membre de la famille royale concerné suit sa formation de base.

L'article 8 sera complété en ce sens.

2. Interrogée sur la portée de l'article 2, alinéa 7, en projet de la loi du 28 février 2007, qui dispose que « [l]e membre de la famille royale visé à l'alinéa 5, acquiert la qualité d'officier, sous-officier ou volontaire le jour qui suit celui au cours duquel il a terminé avec succès sa formation de base. Il est nommé à la même date, et avec la même prise d'effet, que celle des candidats militaires de sa session de recrutement, excepté en cas de prolongation de sa formation de base pour des raisons professionnelles, pour laquelle la prise d'effet est diminuée de la durée de la prolongation », l'officier déléguée a précisé ce qui suit :

« Les raisons professionnelles concernent les échecs en formation constatés lors de l'évaluation des qualités professionnelles auxquels le membre de la famille royale pourrait être confronté (par exemple, le redoublement d'une année académique), comme pour chaque candidat militaire. En cas de prolongation de la formation de base du membre de la famille royale visé à l'article 2, alinéa 5, pour ces raisons professionnelles, la prise d'effet de sa nomination est diminuée de la durée de la prolongation au même titre que ce qui est prévu pour les autres candidats militaires à l'article 83/1, § 2, de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées ».

Le commentaire de l'article 8 sera complété en conséquence.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 114.

Article 11

L'article 11 de l'avant-projet tend à compléter l'article 52, § 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 février 2007 comme suit : « Hormis les cas exceptionnels motivés expressément par le Roi ou l'autorité qu'Il désigne, la démission visée au § 2 n'est pas contraire à l'intérêt du service si le militaire concerné est resté en service actif pendant toute la période de rendement visée à l'article 179 ou si la demande concerne le militaire visé à l'article 2, alinéa 5 ».

Interrogée par rapport aux hypothèses visées à l'article 179, l'officier déléguée a expliqué ce qui suit :

« [...] le membre de la famille royale pourrait être tenu au remboursement si, au cours de sa carrière, il suit une formation complémentaire ou toute autre formation aux frais de la Défense pour un montant supérieur à 5.000 euros. [...] En effet, cette modification n'avait pas pour objectif d'exclure cette hypothèse, dès lors qu'après sa formation de base, le statut de militaire lui est applicable. Il convient donc de prévoir que le membre de la famille royale puisse être tenu au remboursement des formations complémentaires ou de toute autre formation suivie aux frais de la Défense. Nous proposons de modifier l'article 11 de l'APL, comme suit :

‘Hormis les cas exceptionnels motivés expressément par le Roi ou l'autorité qu'Il désigne, la démission visée au § 2 n'est pas contraire à l'intérêt du service si le militaire concerné est resté en service actif pendant toute la période de rendement visée à l'article 179 ou si le militaire visé à l'article 2, alinéa 5, est resté en service actif pendant toute la période de rendement visée à l'article 179, sous réserve des dispositions visées à l'article 2, alinéa 5, 4^o ».

L'article 11 sera revu en ce sens étant donné qu'il correspond mieux à l'intention de l'auteur de l'avant-projet. Le commentaire de l'article 11 sera également adapté en conséquence.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het voorontwerp strekt tot wijziging van de wet van 16 mei 2001 ‘houdende statuut van de militairen van het reservekader van de Krijgsmacht’ (artikelen 2 tot 7) en van de wet van 28 februari 2007 ‘tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht’ (artikelen 8 tot 11). Het bevat ook een inleidende bepaling (artikel 1) en een slotbepaling luidens welke het ontwerp in werking treedt op 1 juni 2026 (artikel 12).

Uit de memorie van toelichting blijkt dat het de bedoeling is “toe te laten dat leden van de koninklijke familie die geen dotatie ontvangen, het beroep van militair kunnen uitoefenen en om enkele bijzondere bepalingen te voorzien gelinkt aan de verplichtingen die voortvloeien uit het behoren tot de koninklijke familie”.¹

Het voorontwerp geeft aanleiding tot algemene opmerkingen in verband met het statuut van militair voor de leden van de koninklijke familie (2.), de carrièremogelijkheden binnen de krijgsmacht voor de leden van de koninklijke familie (3.) alsook de verschillen die ingesteld worden ten opzichte van andere militairen (4.).

2. Wat betreft de aspecten van het statuut van militair die verband houden met de keuze van een lid van de koninklijke familie om het beroep van militair uit te oefenen, staat in de toelichting bij artikel 8:

“Na het succesvol afronden van de basisvorming verwerft het lid van de koninklijke familie de hoedanigheid van militair. Bijgevolg zijn het administratief statuut en het daaruit voortvloeiende geldelijk statuut volledig op hem van toepassing. Bovendien zijn het sociaal statuut en de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen ook van toepassing op het lid van de koninklijke familie na de vervulde période van werkelijke dienst. Naar analogie zijn ook de sociale bepalingen inzake de terugbetaling van gezondheidszorg en de eventuele toekenning van vergoedingspensioenen van toepassing.”

Naar aanleiding van vragen over andere aspecten van het statuut die niet aan bod komen, heeft de gemachtigde officier verklaard dat op het lid van de koninklijke familie dat geen

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Zie in dat verband inzonderheid artikel 6 van de wet van 27 november 2013 ‘met betrekking tot de dotaties en de vergoedingen die worden toegekend aan leden van de Koninklijke Familie alsook de transparantie van de financiering van de monarchie’.

dotatie ontvangt en het beroep van militair uitoefent (hierna: het betreffende lid van de koninklijke familie) ook de bepalingen van de wet van 30 juli 1938 ‘betreffende het gebruik der talen bij het leger’ en van de wet van 14 januari 1975 ‘houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht’ van toepassing zullen zijn.

Ter wille van de volledigheid verdient het aanbeveling de memorie van toelichting dan wel de artikelsgewijze bespreking aldus aan te vullen dat daarin alle statutaire aspecten aan bod komen.

3. Artikel 2, eerste tot derde lid, van de wet van 28 februari 2007 bepaalt:

“Voor de toepassing van deze wet maken deel uit van het actief kader:

1° de beroepsmilitairen en kandidaat-beroepsmilitairen;

2° de hulpofficieren en kandidaat-hulpofficieren;

3° [...]

4° de militaire en kandidaat-militaire muzikanten;

5° de militairen in vrijwillige militaire inzet;

6° de kandidaat-militairen in vrijwillige militaire inzet die geen soldij meer ontvangen;

7° de militairen en kandidaat-militairen aangeworven voor een loopbaan van beperkte duur.

Behoudens andersluidende bepaling, bepaalt deze wet het statuut van de beroepsmilitairen en van de kandidaat-beroepsmilitairen.

Het statuut van de andere militairen en kandidaat-militairen van het actief kader wordt bepaald:

1° voor de hulpofficieren en kandidaat-hulpofficieren, door de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, en door de wet van 11 november 2002 betreffende de hulpofficieren van de Krijgsmacht en hun uitvoeringsbesluiten;

2° [...]

3° voor de militaire en kandidaat-militaire muzikanten, door de wet van 27 maart 2003 betreffende de werving van de militairen en het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging en haar uitvoeringsbesluiten;

4° voor de militairen en kandidaat-militairen in vrijwillige militaire inzet, door de wet van 10 januari 2010 tot instelling van de vrijwillige militaire inzet en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het militair personeel en haar uitvoeringsbesluiten;

5° voor de militairen en kandidaat-militairen aangeworven voor een loopbaan van beperkte duur, door de wet van 30 augustus 2013 tot instelling van de militaire loopbaan van beperkte duur.”

Op de vraag wat de bedoeling is van de steller van het voorontwerp in verband met de carrièremogelijkheden binnen de krijgsmacht voor het betreffende lid van de koninklijke familie, heeft de gemachtigde officier het volgende geantwoord:

“Le statut relatif à la carrière militaire à durée limitée n’a pas été modifié. Toutefois, le but n’est pas d’exclure le membre de la famille royale de ce régime. Par conséquent, des adaptations concernant la perte de la qualité de candidat militaire BDL et de militaire BDL pour le membre de la famille royale bénéficiant d’une dotation devaient être prévues. Aucune autre modification de cette loi ne semble requise. Afin de remédier à cette omission, nous proposons de modifier l’article 10, alinéa 1^{er}, de la loi du 30 aout 2013 précitée en le complétant avec le 4^o rédigé comme suit: ‘4^o le membre de la famille royale visé à l’article 2, alinéa 5, de la loi du 28 février 2007 qui perçoit une dotation’. Et l’article 16 de la loi du 30 aout 2013 précitée en le complétant avec le 9^o rédigé comme suit: ‘9^o le membre de la famille royale visé à l’article 2, alinéa 5, de la loi du 28 février 2007 [qui] perçoit une dotation’. La même réflexion vaut pour le statut de l’officier auxiliaire. Il conviendra dès lors de modifier les articles 5 et 9, de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.”

De steller van het voorontwerp moet de verschillende carrièremogelijkheden genoemd in artikel 2 van wet van 28 februari 2007 overlopen, en moet het dispositief van het voorontwerp, de memorie van toelichting en de bespreking van de artikelen dienovereenkomstig aanvullen.

4.1. Luidens de memorie van toelichting strekt dit voorontwerp ertoe “aan de jonge Prinsen en Prinsessen die geen dotatie ontvangen de mogelijkheid te bieden om een militaire loopbaan aan te vatten, terwijl aanpassingen worden voorzien gelinkt aan de bijzonderheid van het behoren tot de leden van de koninklijke familie”. Bij de verwezenlijking van deze doelstelling wordt “een dubbel principe [gerespecteerd]: zoveel mogelijk aflijnen op de regels die van toepassing zijn op alle militairen en alleen afwijken van het statuut dat van toepassing is op de andere militairen wanneer de bijzondere situatie als lid van de koninklijke familie daartoe aanleiding geeft, dat wil zeggen in omstandigheden die zich kunnen voordoen en die vreemd zijn aan elke andere kandidaat-militair of militair”.

Sommige omstandigheden die zich kunnen voordoen en die vreemd zijn aan elke andere kandidaat-militair of militair, zoals het krijgen van een dotatie, rechtvaardigen de afwijkingen die in het voorontwerp zijn opgenomen.

De andere uitzonderingen of aanpassingen, zoals de hoedanigheid van niet-militaire kandidaat (4.2) of het niet-wedijveren met de andere sollicitanten (4.3), zouden beter verantwoord moeten worden en de implicaties ervan zouden duidelijker weergegeven moeten worden.

4.2. Artikel 182 van de Grondwet luidt: “De wet bepaalt op welke wijze het leger wordt aangeworven. Zij regelt eveneens de bevordering, de rechten en de verplichtingen van de militairen.”

Uit de het legaliteitsbeginsel dat van toepassing is op het leger, volgt dat het aan de wetgever staat de essentiële elementen in verband met de militaire loopbaan vast te leggen.²

De wetgever mag bijgevolg weliswaar bepalen dat het betreffende lid van de koninklijke familie niet de hoedanigheid krijgt van kandidaat-militair (ontworpen artikel 2, vijfde lid, 2°, en zesde lid, eerste zin, van de wet van 28 februari 2007) en voorzien in uitzonderingen op de regels die toepasselijk zijn op de kandidaat-militairen (ontworpen artikel 2, vijfde lid, 3° en 4°, van de wet van 28 februari 2007), maar het waarom van dat wetgevend optreden moet wel uitgelegd kunnen worden.

In casu blijkt uit de memorie van toelichting dat er reden is om “toe te laten dat het lid van de koninklijke familie dat geen dotatie ontvangt en aan de selectiecriteria voldoet, een militaire basisvorming volgt zonder echter de hoedanigheid van kandidaat-militair te verwerven” en “de militair die lid is van de koninklijke familie en geen dotatie ontvangt, uit te sluiten en vrij te stellen van de rendementsregels betreffende de basisvorming”. In de bespreking van artikel 8 staat dat “[d]eze afwijking (...) hem meer vrijheid [geeft] om het hoofd te bieden aan onvoorziene situaties die verband houden met de verplichtingen die voortvloeien uit het behoren tot de koninklijke familie”.

Wat het ontworpen artikel 2, vijfde lid, 2°, en het ontworpen artikel 2, zesde lid, eerste zin, van de wet van 28 februari 2007 betreft, verdient het aanbeveling dat de steller van het voorontwerp beter uitlegt waarom het nodig is dat aan het lid van de koninklijke familie dat geen dotatie krijgt, niet de hoedanigheid van kandidaat-militair wordt toegekend en dat hij “gedurende zijn hele basisvorming [beschouwd wordt] als niet-militaire kandidaat binnen de Krijgsmacht” en waarom de hoedanigheid van lid van de koninklijke familie dat geen dotatie krijgt impliceert dat dit lid gedurende die periode, in tegenstelling tot de kandidaat-militairen, geen maandbezoldiging mag ontvangen.³

De memorie van toelichting en de bespreking moeten bijgevolg aangevuld worden met adequate verantwoordingen.

4.3. Het ontworpen artikel 2, vijfde lid, 1°, van de wet van 28 februari 2007 bepaalt dat het betreffende lid van de koninklijke familie bij uitzondering niet gerangschikt wordt na de selectieproeven. Uit de memorie van toelichting blijkt dat er reden is om “toe te laten dat de sollicitant militair die lid is van de koninklijke familie en geen dotatie ontvangt, weerhouden kan worden (lees: in aanmerking genomen kan worden) voor een militaire functie, zonder in concurrentie te treden met de andere sollicitanten”.

² Wat betreft het legaliteitsbeginsel dat vervat is in artikel 182 van de Grondwet, zie advies 34.250/4 van 13 november 2002 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 27 maart 2003 ‘betreffende het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging’, *Parl.St.* Kamer 2002-03, nr. 50-2185/1, 112-136; advies 53.229/4 van 22 mei 2013 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 31 juli 2013 ‘tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht en tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het statuut van het militair personeel’, *Parl.St.* Kamer 2012-13, nr. 53-2879/1, 307-325; en advies 72.875/4 van 1 februari 2023 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 25 maart 2024 ‘houdende regeling van sommige militaire activiteiten’, *Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 55-3546/1, 13-16.

³ Zie ook het ontworpen artikel 2, vijfde lid, 3° en 4°, van de wet van 28 februari 2007.

Deze functie *sui generis* binnen de krijgsmacht moet onderzocht worden in het licht van artikel 183 van de Grondwet, dat luidt:

“Het legercontingent wordt jaarlijks goedgekeurd. De wet die het vaststelt, is slechts voor een jaar van kracht, indien zij niet wordt vernieuwd.”

Artikel 2 van de wet van 21 december 2025 ‘tot vaststelling van het legercontingent voor het jaar 2026’ bepaalt:

“Het legercontingent voor het jaar 2026 wordt vastgesteld op ten hoogste 30.300 militairen.”

De steller van het voorontwerp moet zich er dan ook van vergewissen dat de uitzondering waarin hij voorziet in artikel 8 van het voorontwerp en de jaarlijkse wet tot vaststelling van het legercontingent onderling correct op elkaar zijn afgestemd.

Het verdient aanbeveling de memorie van toelichting en de bespreking op dat punt aan te vullen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 7

Artikel 72, eerste lid, van de wet van 16 mei 2001 ‘houdende statuut van de militairen van het reservekader van de Krijgsmacht’ is niet gewijzigd bij de wet van 28 februari 2007 maar is laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 maart 2024.

Het verdient aanbeveling de inleidende zin aldus te stellen dat daarin alleen de laatste wijziging vermeld wordt die in die bepaling aangebracht is.⁴

Artikel 8

1. In het ontworpen artikel 2, zesde lid, derde zin, van de wet van 28 februari 2007 moet nauwkeuriger worden vermeld naar welke “bijhorende graden” de steller van het voorontwerp verwijst.

De gemachtigde officier heeft bevestigd dat het gaat om de graden van de kandidaat-militairen met wie het betreffende lid van de koninklijke familie zijn basisopleiding volgt.

Artikel 8 moet in die zin worden aangevuld.

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 114.

2. Op de vraag wat de strekking is van het ontworpen artikel 2, zevende lid, van de wet van 28 februari 2007, dat bepaalt dat “[h]et lid van de koninklijke familie bedoeld in het vijfde lid (...) de hoedanigheid van officier, onderofficier of vrijwilliger [verwerft] de dag volgend op deze tijdens dewelke hij zijn basisvorming met succes heeft beëindigd” en dat “[h]ij wordt benoemd op dezelfde datum, en met dezelfde uitwerking, als deze van de kandidaat-militairen van zijn wervingssessie behalve in geval van verlenging van zijn basisvorming om professionele redenen, waarbij de uitwerking wordt verminderd met de duur van de verlenging”, heeft de gemachtigde officier het volgende geantwoord:

“Les raisons professionnelles concernent les échecs en formation constatés lors de l'évaluation des qualités professionnelles auxquels le membre de la famille royale pourrait être confronté (par exemple, le redoublement d'une année académique), comme pour chaque candidat militaire. En cas de prolongation de la formation de base du membre de la famille royale visé à l'article 2, alinéa 5, pour ces raisons professionnelles, la prise d'effet de sa nomination est diminuée de la durée de la prolongation au même titre que ce qui est prévu pour les autres candidats militaires à l'article 83/1, § 2, de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées.”

De bespreking van artikel 8 moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

Artikel 11

Artikel 11 van het voorontwerp strekt ertoe artikel 52, § 4, eerste lid, van de wet van 28 februari 2007 als volgt aan te vullen: “Behoudens in de door de Koning of de overheid die Hij aanwijst, uitdrukkelijk gemotiveerde uitzonderingsgevallen, is het ontslag bedoeld in § 2, niet strijdig met het dienstbelang wanneer de betrokken militair in werkelijke dienst is gebleven gedurende de volledige rendementsperiode bedoeld in artikel 179 of indien het verzoek betrekking heeft op de militair bedoeld in artikel 2, vijfde lid”.

Op een vraag om meer uitleg in verband met de gevallen bedoeld in artikel 179, heeft de gemachtigde officier de volgende toelichting gegeven:

“[...] le membre de la famille royale pourrait être tenu au remboursement si, au cours de sa carrière, il suit une formation complémentaire ou toute autre formation aux frais de la Défense pour un montant supérieur à 5.000 euros. [...] En effet, cette modification n'avait pas pour objectif d'exclure cette hypothèse, dès lors qu'après sa formation de base, le statut de militaire lui est applicable. Il convient donc de prévoir que le membre de la famille royale puisse être tenu au remboursement des formations complémentaires ou de toute autre formation suivie aux frais de la Défense. Nous proposons de modifier l'article 11 de l'APL, comme suit :

‘Hormis les cas exceptionnels motivés expressément par le Roi ou l'autorité qu'Il désigne, la démission visée au § 2 n'est pas contraire à l'intérêt du service si le militaire concerné est resté en service actif pendant toute la période de rendement visée à l'article 179 ou si le militaire visé à l'article 2, alinéa 5, est resté en service actif pendant toute la période de rendement visée à l'article 179, sous réserve des dispositions visées à l'article 2, alinéa 5, 4°.’”

Artikel 11 moet in die zin herzien worden aangezien dit beter overeenstemt met de bedoeling van de steller van het voorontwerp. De bespreking van artikel 11 moet eveneens dienovereenkomstig aangepast worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRESIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Luc DONNAY